NEWSLETTER

N°002 DE MARS 2025

À LA UNE

2 MENACES DES GROUPES ARMÉES TERRORISTES AUX FRONTIÈRES NORD

Les populations satisfaites de l'approche du Gouvernement

SOMMAIRE

4 REDYNAMISATION DES CELLULES CIVILO-MILITAIRES

LE CNS, LA CNFCI, LA DGAT ET LES PTFS VALIDENT LE PLAN D'ACTIONS À BASSAM

Le mercredi 5 et le jeudi 6 mars 2025, les experts du Conseil National de Sécurité (CNS), de la Commission Nationale des Frontières...

5 GESTION DES CONFLITS FRONTALIERS

LA CNFCI PREND PART AU COMITÉ DE PILOTAGE À OUAGADOUGOU

Dans le cadre de la réduction de l'impact des conflits locaux en zones frontalières, la Commission Nationale des...

6 RÉAFFIRMATION DE LA FRONTIÈRE CI-GHANA

LES TECHNICIENS DES DEUX PAYS EFFECTUENT UNE MISSION TERRAIN

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'actions, la Commission Technique Mixte de Réaffirmation...

7 LIBRE CIRCULATION DANS L'ESPACE CEDEAO

LA CNFCI PARTICIPE À LA FORMATION DES FORCES DE SÉCURITÉ SUR LA FICHE DE CONTRÔLE DE LA POLICE NATIONALE

Dans le cadre du suivi de la libre circulation des véhicules de transport inter-États des personnes....

Rubriques

Dossier
reportages
Humour
Le saviez-vous ?

MENACES DES GROUPES ARMÉES TERRORISTES AUX FRONTIÈRES NORD

Les populations satisfaites de l'approche du Gouvernement

Réalisée en mai 2024 par le Groupe de Réflexion et de Veille Stratégique (GRVS) pour le compte du Secrétariat Exécutif de la Commission Nationale des Frontières de Côte d'Ivoire (CNFCI), une étude approfondie sur les effets des Groupes Armés Terroristes (GAT) sur les populations vivant dans les zones frontalières du nord-est de la Côte d'Ivoire a permis de comprendre comment l'intervention du Gouvernement a changé positivement le rapport entre l'état et les populations dans ces zones.

Depuis 2020, les Groupes Armés Terroristes (GAT) basés dans le sud du Burkina Faso mènent des incursions répétées dans les localités frontalières ivoiriennes. Cette situation a entrainé des conséquences néfastes, notamment un déplacement massif des populations. Ce qui a exacerbé la pression sur les infrastructures locales, créée une instabilité sécuritaire accrue réduisant la mobilité des habitants et entravant leurs activités économiques, engendré un affaiblissement des services sociaux de base rendant difficile l'accès aux soins, à l'éducation et à l'eau potable.

LA REPONSE DU GOUVERNEMENT

Pour rappel, l'État de Côte d'Ivoire s'était engagé à travers la mise en œuvre d'une batterie de programmes et d'actions ciblés, principalement d'ordre sécuritaire, mais aussi l'appui-aide à la résilience et à l'amélioration de la dotation en infrastructures routières (ouverture de voies et reprofilage des voies existantes), la dotation et la réhabilitation des services sociaux de base et la construction de camp pour les réfugiés. Ceci, afin d'amortir durablement les effets de cette crise sur la vie sociale des populations frontalières.

Ainsi, deux programmes ont été simultanément développés : le programme de renforcement de la sécurité et de la stabilisation aux frontières nord, et le programme spécial nord. Le premier visait le rapprochement et l'amélioration du dialogue entre les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et la population, à travers la création d'une Zone Opérationnelle Nord (ZON), le redéploiement de l'armée dans la partie la plus touchée par la crise, la construction d'infrastructures de sécurité (casernes), de comités et d'activités civilo-militaires. Le second avait pour objectif d'endiguer les vulnérabilités et d'aider à la résilience des populations notamment les jeunes et les femmes face aux effets de la crise des GAT.

A ces deux programmes, il faut ajouter la construction et la réhabilitation d'infrastructures hydrauliques, éducatives et sanitaires, l'ouverture et le reprofilage des voies existantes dans la plupart des localités de la zone, l'appui à l'accueil et à l'installation des réfugiés par la construction de sites dédiés,

et l'aide aux familles abritant des réfugiés.

LES POPULATIONS SATISFAITES

Selon l'étude, ces programmes et les actions, y compris les études comme la présente, commanditée par la CNFCI, qui en découlent, sont vécus et perçus par les populations comme des réponses appropriées à la crise des GAT et à la situation qui prévaut, même avec l'entrée en scène récente des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP). Celles-ci apprécient ainsi de manière positive, les actions en faveur de la sécurité entreprises par le Gouvernement.

Plus spécifiquement, l'étude a montré que les populations de la région du Tchologo et celles du Bounkani, développent dans l'ensemble, un sentiment d'appartenance et de confiance en l'État de Côte d'Ivoire, dont elles apprécient positivement les réponses politiques, économiques et sociales.

A titre d'illustrations, dans les localités du Tchologo, notamment à Laleraba et à Kaouara, la situation sécuritaire relativement stable et le transfert des réfugiés vers le site d'accueil à Ouangolodougou contribuent à maintenir une stabilité dans l'organisation sociale et politique et dans les rapports sociaux entre les communautés (y compris quelques-uns des demandeurs d'asile restés sur place).

En dépit des effets collatéraux de la crise sur cette partie du pays (accueil, hébergement et/ou installation momentanée des réfugiés), ces populations ont gardé les mêmes sentiments d'appartenance et de confiance en l'État. Mieux, ces sentiments d'appartenance se renforcent avec les actions en appui aux familles et surtout aux femmes dans le contexte de crise, à travers l'assistance en vivres et en médicaments.

L'intervention de l'État à Kafolo, localité ayant connu des incursions violentes et meurtrières, contribue à y maintenir une stabilité politique et sociale et une cohésion renforcée entre les différentes communautés. Selon l'étude, Kafolo est passé d'un sentiment d'éloignement de l'État (à cause de l'état des infrastructures et du niveau de dotation en services sociaux de base, avant la crise des GAT), à un sentiment d'abandon dans les plus forts moments de la crise des GAT (deux incursions violentes et meurtrières), puis à des sentiments de reconnaissance, de présence, d'appartenance et de confiance en l'État, au moment de l'enquête.

Cette évolution du rapport à l'État repose sur un ensemble d'actions de l'État et d'ONGs. Dans le cas de Kafolo, les populations rencontrées positionnent les actions suivantes comme les plus significatives : la visite de compassion et d'actions de différents ministères, avec des dons ; le renforcement du système sécuritaire ; la visite du chef d'État-major des Armées ; les actions d'appui des ONG ; la construction d'un collège ; la construction d'un camp militaire ; la construction d'un centre de santé ; la réhabilitation des points d'adduction en eau potable ; la collaboration constructive avec la Commission Nationale des Frontières de Côte d'Ivoire sur l'adressage de certains problèmes et risques, et la réalisation d'activités civilo-militaires.

En un mot, le Gouvernement a su tirer meilleur profit de cette menace sécuritaire aux frontières Nord du pays.

Il faut souligner que pour cette étude, le Groupe de Réflexion et de Veille Stratégique (GRVS) a collecté les données auprès des chefs de villages et de représentants des communautés locales, des membres d'organisations de jeunesses et d'organisations féminines, des sous-préfets et de responsables de l'administration.

Cela, pour répondre à la problématique de l'étude qui était la suivante : « De quelle manière la crise des GAT impacte-t-elle les populations des zones frontalières ?». L'étude s'est donc appuyée essentiellement sur une approche qualitative, mobilisant de ce fait une analyse documentaire.

Ainsi, pour ce qui concerne la région du Tchologo, les données ont été collectées dans les localités de Kaouara et Laléraba, dans le département de Ouangolo ; et la localité de Kafolo, dans le département de Ferkessédougou.

Dans la région du Bounkani, les enquêteurs ont sillonné les localités de Bolé, Kologobo, Dantou, Moussokantou, Tougbo, Togolokaye, Kalan, Moromoro, Gogo, Govitan et Téhini, dans le département de Téhini ; les localités de Koguiénou, Kalamon et Danoa dans le département de Doropo.

REDYNAMISATION DES CELLULES CIVILO-MILITAIRES

Le CNS, la CNF-CI, la DGAT et les Ptfs valident le plan d'actions à Bassam

Le mercredi 5 et le jeudi 6 mars 2025, les experts du Conseil National de Sécurité (CNS), de la Commission Nationale des Frontières de la Côte d'Ivoire (CNFCI), de la Direction Générale de l'Administration du territoire (DGAT) et de la Plate-forme de Coordination des Partenaires techniques et financiers (PTFs) se sont rencontrés au cours d'un atelier à Grand-Bassam en vue de valider le plan d'actions pour la redynamisation des Cellules Civilo-Militaires (CCM).

Organisé par le Conseil National de Sécurité, cet atelier faisait suite à une série de rencontres régionales tenues en 2024. Présidé par le Colonel Bouadi Gérôme Conseiller Défense au CNS, l'atelier visait à examiner le plan d'actions, le dispositif de suivi-évaluation ainsi que le manuel de procédures des CCM.

De manière spécifique, il s'agissait pour les participants, de clarifier les rôles de chaque partie prenante, d'obtenir un engagement ferme des partenaires techniques et financiers dans l'accompagnement de la mise en œuvre du plan de redynamisation des CCM, de finaliser et de valider leur guide pratique et le mécanisme de coordination, de définir et d'adopter une orientation stratégique et une direction générale pour leur fonctionnement.

Outre le CNS, la CNFCI et la DGAT, la Plate-forme de Coordination des PTFs constituée, notamment des structures suivantes, EAI, Elva, PNUD, COGINTA, Friedrich Ebert Stiftung, Expertise France, FOSCAO, GIZ, y a également pris part.

Monsieur Touré Ibrahima, responsable recherche et développement, a représenté la CNFCI à cette rencontre. Au terme des travaux, les participants ont proposé un plan de redynamisation des CCM axé sur les quatre objectifs stratégiques suivants : rapprocher les CCM des populations rurales en les déconcentrant, notamment par la modification de l'arrêté les régissant, afin d'étendre leur implantation aux sous-préfectures ; renforcer leurs capacités opérationnelles afin d'améliorer leur efficacité sur le terrain ; améliorer leur communication pour accroître leur visibilité et faciliter les interactions avec les populations ; et optimiser leur supervision et leur coordination en vue de garantir un suivi efficace de leurs actions. Ils ont également budgétisé l'ensemble des activités prévues dans le plan d'actions et identifié les acteurs responsables de leur mise en œuvre. Cet atelier s'est achevé par la validation du plan d'actions, du dispositif de suivi-évaluation et du manuel de procédures par tous les participants.

GESTION DES CONFLITS FRONTALIERS

La CNFCI prend part au comité de pilotage à Ouagadougou

Dans le cadre de la réduction de l'impact des conflits locaux en zones frontalières, la Commission Nationale des Frontières de la Côte d'Ivoire (CNFCI) a pris une part active, le 13 mars 2025 à Ouagadougou, à la première session du Comité Régional de Pilotage (COPIL) du projet « Régions transfrontalières pacifiques et résilientes dans les pays sahélo-côtiers (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali) – coopération transfrontalière Sikasso–Korhogo–Bobo Dioulasso–Wa (SKBoWa) ».

Ce COPIL, présidé par Monsieur Jonas GBIAN, commissaire en charge du Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC) de l'UEMOA, a réuni plusieurs experts issus des structures en charge de la gestion des frontières et des ministères techniques des quatre pays concernés, ainsi que les représentants des faîtières SKBo et Esco Volta Noire.

Organisé par la Commission de l'UEMOA, l'Union Européenne et la Coopération Allemande, il a permis d'examiner le rapport d'étape sur la mise en œuvre des activités du projet, de passer en revue le programme de travail et le budget annuel 2025 et de formuler des recommandations visant à optimiser l'exécution technique et financière du projet.

Pour rappel, le projet « Régions transfrontalières pacifiques et résilientes dans les pays sahélo-côtiers (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali) – coopération transfrontalière Sikasso–Korhogo–Bobo Dioulasso–Wa (SKBoWa) » s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Nouvel Instrument de Coopération de l'Union Européenne (NDCI) via le Programme Indicatif Pluriannuel pour l'Afrique Subsaharienne (2021-2027). Il a été signé en août 2023 par la Commission de l'UEMOA et l'Union Européenne. La Côte d'Ivoire abritera la prochaine session du COPIL.

RÉAFFIRMATION DE LA FRONTIÈRE CI-GHANA

Les techniciens des deux pays effectuent une mission terrain

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'actions, la Commission Technique Mixte de Réaffirmation de la Frontière Terrestre et de Mise en œuvre de la Décision du Tribunal International du Droit de la Mer sur la frontière maritime entre la Côte d'Ivoire et le Ghana (CTMRTM/CI-Ghana) a effectué du 10 au 26 Mars une mission terrain en vue de finaliser la phase I du processus de réaffirmation de la frontière terrestre entre les deux pays, entamée du 21 novembre au 22 décembre 2023, sur 150 km, notamment à partir de la borne BP 55 jusqu'à la borne BP45.

En effet lors de la précédente mission, des bornes, notamment intermédiaires, n'ont pu être observées en vue de calculer leurs coordonnées. Cette mission terrain a permis aux techniciens des deux pays d'observer les bornes intermédiaires qui n'ont pas pu l'être, de finaliser le rapport de la phase I et de sensibiliser les autorités locales et les populations à la cohabitation pacifique et à la préservation de la paix.

Pour le compte de la Côte d'ivoire, un cartographe, deux géomètres et un géodésien issus du Bureau National d'Etudes Techniques et de développement (Bnetd) ont pris part à cette mission aux cotés des techniciens de la CNFCI.
De fait, cette mission fait suite à la quatrième rencontre de la CTMRTM/CI-Ghana tenue du 04 au 05 novembre 2024 à Accra, qui a permis de valider le rapport de la phase I sous réserve d'observer les bornes qui ne le sont pas encore et d'adopter un nouveau planning du processus de réaffirmation.

Pour rappel, depuis août 2022, la République de Côte d'Ivoire et la République du Ghana ont démarré le processus de réaffirmation de leur frontière terrestre, à travers la mise en place de la Commission Technique Mixte de Réaffirmation de la Frontière Terrestre et de Mise en œuvre de la Décision du Tribunal International du Droit de la Mer sur la frontière maritime entre la Côte d'Ivoire et le Ghana (CTMRTM/CI-Ghana).

LIBRE CIRCULATION DANS L'ESPACE CEDEAO

La CNFCI participe à la formation des forces de sécurité sur la fiche de contrôle de la Police Nationale

Dans le cadre du suivi de la libre circulation des véhicules de transport inter-États des personnes, des biens et du bétail au sein de l'espace CEDEAO, le secrétariat exécutif de la CNFCI a pris part le mercredi 19 mars 2025 à la représentation de l'organisation régionale à Abidjan , à un atelier de formation des forces de défense et de sécurité sur la fiche de contrôle de la police nationale .

Ont également pris part à cette formation en plus des forces de sécurité (Gendarmerie, Douanes, Police, Eaux-et-Forêts, DST), les acteurs institutionnels et sécuritaires, notamment les ministères en charge de l'Intégration et des Transports, la Commission Nationale des Frontières de Côte d'Ivoire (CNFCI), la représentation de la CEDEAO et les représentants du secteur du transport.

L'objectif principal de cet atelier était de permettre aux points focaux désignés par la Police Nationale de se familiariser avec les nouveaux outils techniques dédiés à la délivrance du manifeste sous sa nouvelle version électronique. Cette initiative s'inscrit dans une dynamique d'optimisation du contrôle des transports inter-États et d'amélioration de la fluidité des échanges transfrontaliers.

Pour rappel, la CEDEAO a adopté en mai 2015 le règlement C/REG.05/05/15, instaurant le Mécanisme Régional de Suivi de la Libre Circulation des véhicules de transport inter-États en vue de lever les obstacles à la libre circulation des personnes et des biens, un enjeu majeur dans l'espace. Dans cette dynamique, le Secrétariat Exécutif de la CNFCI accompagne activement les efforts de redynamisation de ce dispositif pour une intégration régionale plus efficace.

NEWSLETTER

N°002 MARCH 2025

IN THE SPOTLIGHT

9 THREATS FROM ARMED GROUPS ON NORTHERN BORDERS

Populations Satisfied with Government's Approach

SUMMARY

11 REVITALIZATION OF CIVIL-MILITARY CELLS

CNS, CNFCI, DGAT AND TFPS APPROVE ACTION PLAN IN BASSAM

On Wednesday March 5 and Thursday March 6, 2025, experts from the National Security Council...

12 BORDER CONFLICT MANAGEMENT

CNFCI TAKES PART IN STEERING COMMITTEE IN OUAGADOUGOU

As part of its efforts to reduce the impact of local conflicts in border areas, the National Border Commission of Côte d'Ivoire (CNFCI)...

13 CI-GHANA BORDER REAFFIRMED

TECHNICIANS FROM BOTH COUNTRIES ON FIELD MISSION

As part of the implementation of its action plan, the Joint Technical Committee for the Reaffirmation of the...

14 FREE MOVEMENT WITHIN THE ECOWAS ZONE

CNFCI TAKES PART IN THE TRAINING OF SECURITY FORCES ON THE NATIONAL POLICE CONTROL SHEET

As part of the monitoring of the free movement of inter-State transport vehicles for people, goods and livestock within...

Heading

Feature
reports
Humor
Did you know?

THREATS FROM ARMED GROUPS ON NORTHERN BORDERS

Populations Satisfied with Government's Approach

Conducted in May 2024 by the Groupe de Réflexion et de Veille Stratégique (GRVS - Strategic Reflection and Monitoring Group) on behalf of the Executive Secretariat of Côte d'Ivoire National Border Commission (CNFCI), an in-depth study of the effects of Armed Terrorist Groups (ATG) on the populations living in the border zones of northeastern Côte d'Ivoire has enabled us to understand how government intervention has positively changed the relationship between the state and the population in these areas.

Since 2020, Armed Terrorist Groups (ATG) based in southern Burkina Faso have been making repeated incursions into Ivorian border areas. This situation has had harmful consequences, notably the massive displacement of populations. This has exacerbated pressure on local infrastructures, created heightened security instability reducing the mobility of inhabitants and hampering their economic activities, and weakened basic social services making access to healthcare, education and drinking water difficult.

THE GOVERNMENT'S RESPONSE

As a reminder, the State of Côte d'Ivoire had committed itself to implementing a battery of targeted programs and actions, mainly in security, but also in support of resilience and the improvement of road infrastructure (opening of lanes and reprofiling of existing lanes), the provision and rehabilitation of basic social services and the construction of refugee camps. The aim is to cushion the effects of this crisis on the social life of border populations over the long term.

Two programs were developed simultaneously: the program to strengthen security and stabilize the northern borders, and the special northern program. The first aimed to improve dialogue between the Defense and Security Forces (FDS) and the population, through the creation of a North Operational Zone (ZON), the redeployment of the army in the part most affected by the crisis, the construction of security infrastructures (barracks), committees and civil-military activities. The second program aimed to reduce vulnerability and build the resilience of the population, particularly young people and women, to the effects of the ATG crisis.

To these two programs should be added the construction and rehabilitation of water, education and health infrastructures, the opening and reshaping of existing roads in most of the areas, support for the reception and settlement of refugees through the construction of dedicated sites, and assistance for families sheltering refugees.

PEOPLE SATISFIED

According to the study, these programs and the resulting actions, including studies such as the present one commissioned by CNFCI, are experienced and perceived by the local population as appropriate responses to the ATG crisis and the prevailing situation, even with the recent arrival on the scene of the Volunteers for the Defense of the Homeland (VDP). They are thus positively appreciative of the Government's security initiatives.

More specifically, the study showed that the populations of Tchologo and Bounkani regions, overall, developed a sense of belonging and confidence in the State of Côte d'Ivoire, whose political, economic and social responses they appreciated.

By way of illustration, in the areas of Tchologo, Laleraba and Kaouara, the relatively stable security situation and the transfer of refugees to Ouangolodougou reception site are helping to maintain stability in the social and political organization and in social relations between communities (including some of the asylum seekers who have stayed behind).

Despite the collateral effects of the crisis in this area (reception, accommodation and/or temporary settlement of refugees), these populations have retained the same feelings of belonging and confidence in the State. Better still, these feelings of belonging are strengthened by the actions taken to support families, and especially women, in the context of the crisis, through assistance with food and medicines.

State intervention in Kafolo, a place that has experienced violent and murderous incursions, is helping to maintain political and social stability and strengthen cohesion between the various communities. According to the study, Kafolo went from a feeling of remoteness from the State (due to the state of the infrastructure and the level of provision of basic social services, before the GAT crisis), to a feeling of abandonment at the height of the GAT crisis (two violent and murderous incursions), then to feelings of recognition, presence, belonging and confidence in the State, at the time of the survey.

This evolution in the relationship with the State is based on a series of actions by the State and NGOs. In the case of Kafolo, the people we met identified the following actions as the most significant: the compassionate visit and actions of various ministries, with donations; the strengthening of the security system; the visit of the Chief of Staff of the Armed Forces; the support actions of NGOs; the construction of a secondary school; the construction of a military camp; the construction of a health center; the rehabilitation of drinking water supply points; the constructive collaboration with the National Border Commission of Côte d'Ivoire on addressing certain problems and risks, and the realization of civil-military activities.

In short, the Government has been able to make the most of this security threat on the country's northern borders.

For this study, the Groupe de Réflexion et de Veille Stratégique (GRVS) collected data from village chiefs and local community representatives, members of youth and women's organizations, sub-prefects and government officials. This was in response to the study's question: "How is the ATG crisis affecting people in border areas? The study therefore relied essentially on a qualitative approach, mobilizing documentary analysis.

In the Tchologo region, data were collected in the areas of Kaouara and Laléraba, in the department of Ouangolo; and the area of Kafolo, in the department of Ferkessédougou.

In the Bounkani region, surveyors visited Bolé, Kologobo, Dantou, Moussokantou, Tougbo, Togolokaye, Kalan, Moromoro, Gogo, Govitan and Tehini, in Tehini department; and Koguiénou, Kalamon and Danoa in Doropo department.

REVITALIZATION OF CIVIL-MILITARY CELLS

CNS, CNFCI, DGAT and TFPs approve action plan in Bassam

On Wednesday March 5 and Thursday March 6, 2025, experts from the National Security Council (CNS), the National Border Commission of Côte d'Ivoire (CNFCI), the Directorate General of Territorial Administration (DGAT) and the Coordination Platform of Technical and Financial Partners (TFPs) met at a workshop in Grand-Bassam to approve the action plan for the revitalization of the Civil-Military Cells (CCM).

Organized by the National Security Council, the workshop followed a series of regional meetings held in 2024. Chaired by Colonel Bouadi Gérôme, CNS Defense Advisor, the workshop examined the CCM's action plan, monitoring and evaluation system, and procedures manual.

Specifically, participants were asked to clarify the roles of each stakeholder, obtain a firm commitment from technical and financial partners to support the implementation of the CCM revitalization plan, finalize and validate their practical guide and coordination mechanism, and define and adopt a strategic orientation and general direction for their operation.

In addition to the CNS, CNFCI and DGAT, the TFP Coordination Platform, comprising EAI, Elva, UNDP, COGINTA, Friedrich Ebert Stiftung, Expertise France, FOSCAO and GIZ, also took part.

Mr Touré Ibrahima, Head of Research and Development, represented CNFCI at the meeting. At the end of the meeting, the participants proposed a plan to revitalize the CCMs, based on the following four strategic objectives: to bring the CCMs closer to rural populations by decentralizing them, in particular by amending the decree governing them, in order to extend their coverage to sub-prefectures; to strengthen their operational capacities in order to improve their effectiveness in the field; to improve their communication in order to increase their visibility and facilitate interactions with populations; and to optimize their supervision and coordination in order to guarantee effective monitoring of their actions. They also budgeted all the activities set out in the action plan and identified the actors responsible for implementing them. The workshop ended with the validation of the action plan, the monitoring-evaluation system and the procedures manual by all participants.

BORDER CONFLICT MANAGEMENT

CNFCI takes part in steering committee in Ouagadougou

As part of its efforts to reduce the impact of local conflicts in border areas, the National Border Commission of Côte d'Ivoire (CNFCI) took an active part, on March 13, 2025 in Ouagadougou, in the first session of the Regional Steering Committee (COPIL) of the "Peaceful and resilient cross-border regions in the Sahelo-Coastal countries (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali) - Sikasso-Korhogo-Bobo Dioulasso-Wa (SKBoWa) cross-border cooperation" project.

This COPIL, chaired by Mr Jonas GBIAN, Commissioner in charge of the WAEMU Department of Community Spatial Planning and Transport (DATC), brought together several experts from the border management structures and technical ministries of the four countries concerned, as well as representatives of the SKBo and Black Esco Volta umbrella organizations.

Organized by the WAEMU Commission, the European Union and the German Cooperation, the meeting examined the progress report on the implementation of project activities, reviewed the work program and the 2025 annual budget, and formulated recommendations aimed at optimizing the technical and financial execution of the project.

As a reminder, the "Peaceful and resilient cross-border regions in the Sahelo-Coastal countries (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali)- Sikasso-Korhogo-Bobo Dioulasso-Wa (SKBoWa) cross-border cooperation" project is part of the implementation of the European Union's New Cooperation Instrument (NDCI) via the Multiannual Indicative Program for Sub-Saharan Africa (2021-2027). It was signed in August 2023 by the WAEMU Commission and the European Union. Côte d'Ivoire will host the next COPIL session.

CI-GHANA BORDER REAFFIRMED

Technicians from both countries on field mission

As part of the implementation of its action plan, the Joint Technical Committee for the Reaffirmation of the Land Boundary and the Implementation of the Decision of the International Tribunal for the Law of the Sea on the maritime boundary between Côte d'Ivoire and Ghana (CTMRTM/CI-Ghana) carried out a field mission from March 10 to 26 to finalize phase I of the process of reaffirming the land boundary between the two countries, begun from November 21 to December 22, 2023, over 150 km, in particular from boundary marker BP 55 to boundary stone BP45.

On the previous mission, it was impossible to observe several boundary stones, particularly intermediate ones, to calculate their coordinates. This field mission enabled technicians from both countries to observe the intermediate boundary stones that could not be observed, to finalize the Phase I report and to raise awareness among local authorities and populations of the need for peaceful cohabitation and the preservation of peace. On behalf of Côte d'Ivoire, a cartographer, two surveyors and a geodesist from the Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) took part in this mission alongside CNFCI technicians.

In fact, this mission follows on from the fourth meeting of the CTMRTM/CI-Ghana held from November 04 to 05, 2024 in Accra, which approved the Stage I report subject to observing the remaining boundary stones and adopting a new schedule for the reaffirmation process.

As a reminder, since August 2022, the Republic of Côte d'Ivoire and the Republic of Ghana have begun the process of reaffirming their land border, through the establishment of the Joint Advisory Commission for the Reaffirmation of the Land Boundary and the Implementation of the Decision of the International Tribunal for the Law of the Sea on the maritime boundary between Côte d'Ivoire and Ghana (CTMRTM/CI-Ghana).

FREE MOVEMENT WITHIN THE ECOWAS ZONE

CNFCI takes part in the training of security forces on the National Police control sheet

As part of the monitoring of the free movement of inter-State transport vehicles for people, goods and livestock within the ECOWAS zone, the CNFCI executive secretariat took part on Wednesday 19 March 2025 in a training workshop for defence and security forces on the national police control sheet at the regional organisation's representative office in Abidjan.

In addition to the security forces (Gendarmerie, Customs, Police, Water and Forestry, DST), the workshop was attended by institutional and security stakeholders, including the Ministries of Integration and Transport, the National Border Commission of Côte d'Ivoire (CNFCI), ECOWAS representatives and representatives of the transport sector.

The main aim of the workshop was to enable the focal points designated by the National Police to familiarise themselves with the new technical tools for issuing the new electronic version of the manifest. This initiative is part of a drive to optimise inter-State transport controls and improve the flow of cross-border trade.

As a reminder, in May 2015 ECOWAS adopted Regulation C/REG.05/05/15, establishing the Regional Mechanism for Monitoring the Free Movement of Inter-State Transport Vehicles with a view to removing obstacles to the free movement of people and goods, a major issue in the region.

With this in mind, the CNFCI Executive Secretariat is actively supporting efforts to revitalise this mechanism for more effective regional integration.

1. LA RÉUNION DES FRONTIÈRES

Un jour, les frontières de la Côte d'Ivoire décident de faire une réunion pour évaluer leur efficacité. La frontière avec le Libéria dit fièrement :

-Moi, je suis une frontière naturelle grâce au fleuve Cavally. On me traverse en bateau, et tout le monde m'admire pour ma beauté et ma tranquillité !

La frontière avec le Ghana rétorque :
- C'est bien beau, mais moi, j'ai des postes de contrôle super modernes avec la technologie de pointe. Chez moi, c'est rapide et efficace, un vrai passage de luxe !

Et là, la frontière avec le Burkina Faso se lève et dit :
- Ah, vous êtes tous mignons avec vos fleuves et vos technologies, mais moi, je suis la plus humaine ! Tous les jours, je vois des gens qui me traversent à pied avec un sourire, un sac de riz ou un poulet sous le bras. Chez moi, c'est chaleureux et familial !

Moralité : Les frontières ivoiriennes ont chacune leur style, mais elles ont un point commun… elles savent comment « délimiter » leurs atouts !

2. LE DOUANIER ET LE SABLE

Un douanier à la frontière Côte d'Ivoire-Ghana arrête un homme qui fait la traversée avec un énorme sac sur le dos.
- Qu'est-ce qu'il y a dans le sac ? demande le douanier.
- L'homme répond : Rien, juste du sable.
Le douanier ouvre le sac, vérifie... et effectivement, c'est du sable. Intrigué, il le laisse passer.
Le même homme revient chaque semaine avec un autre sac rempli de sable. Le douanier, suspicieux, fouille chaque sac avec soin, mais ne trouve rien d'autre que du sable à chaque fois.
Un jour, à la retraite, le douanier croise l'homme et lui dit :
- Écoute, je ne suis plus en poste. Alors dis-moi la vérité. Qu'est-ce que tu faisais avec tous ces sacs de sable ?
L'homme sourit et répond :
- Je passais des sacs… mais je faisais le trafic des brouettes !

1. THE MEETING OF BORDERS

One day, Côte d'Ivoire's borders decided to hold a meeting to assess their efficiency. The border with Liberia says proudly:
-I'm a natural border thanks to the Cavally River. People cross me by boat, and everyone admires me for my beauty and quietness!
The border with Ghana retorts:
- That's all well and good, but I have super-modern checkpoints with state-of-the-art technology. Where I come from, it's fast and efficient, a real luxury crossing!
And then, the border with Burkina Faso stands up and says:
- Ah, you're all cute with your rivers and your technology, but I'm the most human! Every day, I see people crossing me on foot with a smile, a bag of rice or a chicken under their arm. I'm a warm, family-oriented place!
Moral: Ivorian borders each have their own style, but they all have one thing in common... they know how to "delimit" their assets!

2. THE CUSTOMS OFFICER AND THE SAND

A customs officer at the Côte d'Ivoire-Ghana border stops a man crossing with a huge bag on his back.
- What's in the bag?" asks the customs officer.
- The man replies: Nothing, just sand.
The customs officer opens the bag, checks... and indeed, it's sand. Intrigued, he lets him pass.
The same man comes back every week with another bag full of sand. The customs officer, suspicious, searches each bag carefully, but finds nothing but sand every time.
One day, after he retired, the customs officer runs into the man and says:
- Look, I'm not on duty anymore. So, tell me the truth. What were you doing with all those sandbags?
The man smiles and replies:
- I was passing bags... but I was trafficking wheelbarrows!

LE FLEUVE CAVALLY, UN SYMBOLE DE L'INTER-DÉPENDANCE ENTRE LA CÔTE D'IVOIRE ET LE LIBERIA

Le fleuve Cavally long de 716 kilomètres joue un rôle important dans la zone frontalière entre les deux pays. Également connu sous le nom de Cavalla, il prend sa source dans les monts Nimba, situés en Guinée. Il traverse ensuite le Libéria et la Côte d'Ivoire, sur une distance d'environ 515 kilomètres, avant de se jeter dans l'océan Atlantique, près de la ville de Harper, au Libéria. Du côté ivoirien, le fleuve passe à proximité de villages tels que Taï, Toulépleu et Bloléquin, situés dans la région du Cavally. Du côté libérien, Il traverse ou longe des localités comme Zwedru et Harper.

Le fleuve Cavally, qui serpente le long de la zone frontalière entre la Côte d'Ivoire et le Libéria, est un véritable trésor naturel et un fleuve transfrontalier d'une grande importance pour les deux pays. S'étendant sur environ 200 kilomètres, il joue un rôle crucial dans l'écosystème local, tout en fournissant des ressources vitales pour les populations riveraines. Les eaux du Cavally sont essentielles pour l'agriculture, permettant l'irrigation des cultures et soutenant ainsi la sécurité alimentaire dans les régions environnantes. De plus, le fleuve est une source d'eau potable pour de nombreuses communautés. Ce qui en fait un élément fondamental pour la santé et le bien-être des habitants.

Sur le plan économique, le Cavally favorise la pêche, une activité qui constitue un moyen de subsistance pour de nombreuses familles. Les ressources halieutiques du fleuve sont non seulement cruciales pour la consommation locale, mais elles représentent également une opportunité pour le commerce transfrontalier entre la Côte d'Ivoire et le Libéria. En outre, le fleuve est un axe de transport important, facilitant les échanges de biens et de services entre les deux nations.

Cependant, la gestion durable de ce fleuve est primordiale, car les activités humaines, telles que l'exploitation forestière, l'agriculture intensive et l'orpaillage illégal menacent son écosystème. Une coopération étroite entre la Côte d'Ivoire et le Libéria est donc nécessaire pour préserver les ressources du Cavally et garantir que ses bénéfices soient partagés équitablement. En somme, le fleuve Cavally est bien plus qu'un simple cours d'eau. Il est un symbole de l'interdépendance entre ces deux pays et un atout précieux pour leur développement durable.

THE CAVALLY RIVER, A SYMBOL OF INTERDEPENDENCE BETWEEN CÔTE D'IVOIRE AND LIBERIA

The Cavally River, 716 kilometers long, plays an important role at the border between the two countries. Also known as Cavalla, it originates in the Nimba Mountains, located in Guinea. It then flows through Liberia and Côte d'Ivoire for approximately 515 kilometers before emptying into the Atlantic Ocean near the city of Harper, Liberia. On the Ivorian side, the river passes near villages such as Taï, Toulépleu, and Bloléquin, located in the Cavally region. On the Liberian side, it crosses or runs alongside areas like Zwedru and Harper.

The Cavally River, which winds along the border area between Côte d'Ivoire and Liberia, is a true natural treasure and a crossborder river of great importance for both countries. Stretching for about 200 kilometers, it plays a crucial role in the local ecosystem while providing vital resources for the riverside populations. The waters of the Cavally are essential for agriculture, allowing crop irrigation and thus supporting food security in the surrounding regions. Additionally, the river is a source of drinking water for many communities, making it a fundamental element for the health and well-being of the inhabitants.

Economically, the Cavally supports fishing, an activity that constitutes a means of subsistence for many families. The river's fish resources are not only crucial for local consumption but also represent an opportunity for cross-border trade between Côte d'Ivoire and Liberia. Furthermore, the river is an important transportation route, facilitating the exchange of goods and services between the two nations.

However, sustainable management of this river is paramount, as human activities such as logging, intensive agriculture, and illegal gold mining threaten its ecosystem. Close cooperation between Côte d'Ivoire and Liberia is therefore necessary to preserve the Cavally's resources and ensure that its benefits are shared equitably. In summary, the Cavally River is much more than just a waterway. It is a symbol of interdependence between these two countries and an asset for their sustainable development.

Créée par décret n 2017-462 du 12 juillet 2017, la Commission Nationale des Frontières de la Côte d'ivoire (CNFCI) a pour mission d'assister le gouvernement dans la conception, la définition et la mise en œuvre des politique et stratégie nationales. Présidée par monsieur le premier ministre et regroupant 26 membres, elle est chargée notamment :

de faire des suggestions ou propositions au gouvernement en matière de délimitation, de matérialisation et de gestion des frontières , de veiller à la mise en œuvre effective des politique et stratégie nationales des frontières par le secrétariat exécutif et également de veiller à la prévention et au règlement des litiges frontaliers pouvant surgir entre la Côte d'Ivoire I et les pays limitrophes .

Conformément aux termes dudit décret, et dans le cadre de l'opérationnalisation de la CNFCI, le Conseil des ministres a procédé le 29 janvier 2020 à la nomination de monsieur Diakalidia KONATE en qualité de Secrétaire Exécutif de cette commission.

Created by decree n 2017-462 of 12 July 2017, the National Border Commission of Côte d'Ivoire (CNFCI) is responsible for assisting the government in the design, definition and implementation of national policies and strategies. Chaired by the Prime Minister and comprising 26 members, it is responsible in particular for :

making suggestions or proposals to the government regarding the delimitation, materialisation and management of borders, ensuring the effective implementation of national border policy and strategy by the executive secretariat and also ensuring the prevention and settlement of border disputes that may arise between Côte d'Ivoire and neighbouring countries.

In accordance with the terms of the said decree, and as part of the operationalisation of CNFCI, on 29 January 2020 the Council of Ministers appointed Mr Diakalidia KONATE as Executive Secretary of this commission.